



INFORMATEUR CORSE NOUVELLE
SETTIMANALE CORSU

SETTIMANALE CORSU
SETTIMANALE CORSU
D'INFORMAZIONE
D'INFORMAZIONE

GEORGES NICOLI

LE PADRE PASSE À CONFESSE

P5 À 7

Photo Christophe Giudicelli

1,60€



QUOTIDIEN
USURPATION D'IDENTITÉ,
ACHATS SUR INTERNET:
COMMENT SE PROTÉGER
P24

KAMPÀ P2 • ÉDITO P3 • OPINIONS P4
AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE P8 • BRÈVES P9
SOCIAL P28 • RÉTRO P29
CARNETS DE BORD P30
ANNONCES LÉGALES P11



S E M P R / À F I A N C ' À V O I

"DIALOGU RIUBLICANU"

52856^o EPISODIU

SIMU L'ÈLETTI
DIA CORSICA

AIÒ, PIANTATE
'SSI PUSTURI



RENCONTRE

**GEORGES NICOLI,
LE PADRE PASSE À CONFESSE P5 À 7**

OPINIONS

ENVIRONNEMENT **AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE**

EN BREF ET EN CHIFFRES

AU QUOTIDIEN

SOCIAL **LES SOIGNANTS EN SOUFFRANCE**RÉTRO **UN ANNU FÀ**POLITIQUE **CARNETS DE BORD**

ANNONCES LÉGALES

P4

P8

P9

P24

P28

P29

P30

P11

ICN INFORMATEUR CORSE NOUVELLE™

RÉDACTION

Directeur de la publication – Rédacteur en chef:

Paul Aurelli

(Heures de bureau 04 95 32 89 95 – 06 86 69 70 99)

journal@icn-presse.corsica

Chef d'édition:

Elisabeth Milleliri

informateur.corse@orange.fr

(Heures de bureau 06 44 88 69 40)

1^{er} secrétaire de rédaction:

Eric Patris

eric.patris-sra@icn-presse.corsica

(Heures de bureau 06 44 88 66 33)

BUREAU DE BASTIA

1, Rue Miot (2^e étage), 20200 BASTIA

• Secrétariat Bernadette Benazzi

Tél. 04 95 32 04 40 (Heures de bureau 06 41 06 58 36)

gestion@corsicapresse-editions.fr

• Annonces légales Albert Tapiero

Tél. 04 95 32 89 92 (Heures de bureau 06 41 58 40 23)

AL-informateurcorse@orange.fr

CorsicaPress Éditions SAS

Immeuble Marevista, 12, Quai des Martyrs, 20200 Bastia,

Tél. 04 95 32 89 95

Société locataire-gérante des titres et marques

Principaux associés: PA, JNA, NCB, JFA, GA, AG, RL, PML.

IMPRIMERIE

AZ Diffusion 20600 Bastia • Dépôt légal Bastia

CPPAP 1125 C 88773 • ISSN 2114 009

Membre du SPHR

Alliance de la Presse d'Information Générale

Fondateur Louis Rioni

À MODU NOSTRU

Mascari da ghjittà?

H è un annu chì a Covid 19 ci rompi i stacchi, par ùn dì ni di più. Trà tutti i vittimi chì stu Coronavirus hà culpitu d'una manera diretta o micca è tutti i cunsiquenzi à u nivellu ecunomicu, semi sirvuti è trà techji. È quand'ella ùn hè micca a malatia chì faci i disgrasti, sò l'autorità cumpitenti, pulitichi è sanitari, chì «mettini a soia». Mentri ch'ellu si parla più cà mai di un terzu cunfinamentu in Francia, eccu chì oramai u sughjettu di i mascari volta à u prima pianu. Sapeti, sti picculi ughjetti chì, à u principiu di l'epidemia, ùn sirviani à nulla pà i cittadini è chì mancu una certa ministra oghji chjamata à altri funzioni ùn sapia micca metta curettamenti, è si ni vantava. Mascari chì mancavani, eppo chì si sò ritrovi à buzeffu inde i magazeni, senza cuntà nant' à u fattu d'avè incuraghjitu a pupulazioni à falli da par ella in Tissutu, in casa soia. Oghji, ss'ultimi mascari, artigianali, ùn sò più cunsigliati tuttu simpliciamenti da l'Altu Cunsigliu di saluta publica. Sti sapientoni ci dicini ch'elli ùn sò micca abbastanza efficaci finalamenti. Più cà mai, ùn si sà più s'omu colla o s'omu fala. C'hè da dumandassi, senza cascà torna inde u cumplottisimu – hè una parolla à a moda – s'ella ùn saria micca una manera di purtà a ghjenti à cumprà i mascari chirurgichi è altri mudelli «racumandati», pà fà viaghjà tutta un'ecunomia è fà entra torna di più frasca inde i stacchi di i più ricchi chì ùn sò mai stati cusì ricchi. «Curnuti è bastunati!» È a più bella cacciata hè stata cumunicata in fin di simana passata: oramai, inde i trasporti in cumunu, bisognu à stà zittu, à ùn più cumunicà cù un'antra parsona, ch'ella sighi duranti una discursata «in fisicu» ma ancu à u telefonu. À quandu una regula chì ci ubligarà à tagliacci a lingua è à tappacci u nasu par ùn respirà più è mora infini? 2021 principia solu... ■ **Santu CASANOVA**

Vous aimez écrire et/ou prendre des photos ?**Vous avez une bonne connaissance de la vie publique, culturelle, associative et sportive dans votre bassin de vie?****Vous souhaitez mettre en lumière les initiatives qui y voient le jour?****Vous vivez en Centre-Corse, dans le Cap, la région de Vico, celle de Bonifacio ou le Sartonais?****REJOIGNEZ L'ÉQUIPE CLP D'ICN****Écrivez-nous: journal@icn-presse.corsica**

IMAGINE

Daniel Cohn-Bendit? Il en a, c'est sûr. Des idées... Du moins, il en revendique la paternité lorsqu'il dispense sur les ondes sa substantifique moëlle, huile essentielle des rouages de ses neurones. Il excelle à l'oral, DCB. Sa façon de dévider son alphabet à l'envers, d'énoncer son éternel tiercé dans le désordre, galvanise les gallo-romains rouillés et fait briller l'airain des chevaliers teutoniques, à défaut de ne plus faire reluire les walkyries en bas âge. Invité sur un plateau TV à donner son avis sur les réticences des Français à se faire vacciner contre la Covid-19, Dany l'ex-rouge a prôné le recours à l'imagination. Et d'expliquer sobrement, pour être compris par les plus demeurés que l'on nomme le peuple, sa lumineuse idée. Il suffirait pour obtenir une adhésion pleine et entière, a-t-il énoncé en substance, de dire aux jeunes des banlieues, «*plus vite vous vous ferez vacciner, plus vite on rouvrira les gymnases, les stades, les piscines, les salles de sports*». Les arènes, aussi? Une mise au goût du jour du slogan, «*Sous les pavés, la plage...*»? Avec, en prime, la satisfaction de faire d'une pierre deux coups. Le pavé dans la gueule d'un flic, la silice comme poudre aux yeux. Tout le monde en aurait plein la vue. Un truc qui plus est porteur pour le concepteur. Assuré d'être réélu. Ou, propulsé, à droite ou à gauche de Jupiter, [qu'importe le flacon pourvu qu'on ait l'ivresse des cimes], sur un siège éjectable, certes, mais avec la garantie d'un parachute doré.

«*Imagine tous les gens, vivant leur vie en paix*».

Malebranche disait: «*À force de mal lire, de mal imaginer ou de refuser l'évidence rationnelle, dans les trois types de cas, l'esprit des hommes d'étude est abîmé par les traces endurcies et profondes qui ont été produites par leur persévérance dans l'erreur.*» Même s'il voyait dans l'imagination «*Une folle qui se plait à faire la folle*» et que Voltaire l'appelait «*La folle du logis*». Connotations homophobes de deux sournois? On peut y penser. Quoiqu'il en soit, l'imagination n'est pas laissée pour compte de nos jours. Il y a lieu de s'en féliciter. Ainsi, songer en évoquant la vaccination des plus de 75 ans à attirer l'attention sur les précautions à prendre pour les femmes enceintes est une idée plus que remarquable. Mettre en parallèle la baisse de l'espérance de vie et celle de la natalité l'est tout autant. Elle laisse présager que le gouvernement Castex concoctera de nouvelles mesures. Telle une étude confiée à l'Institut Mac Machin sur les inhibitions et leurs retentissements sur la procréation, provoqués par le port du masque dans l'intimité des couples hétérosexuels. En attendant le résultat de pareille étude, à toutes fins utiles, l'interdiction de toute contraception au sein des Ehpad sera certainement décrétée.

«*Imagine. J'espère qu'un jour tu nous rejoindras.*» ■ **Paulu Santu MUSÉ-PUGLIESI**

H U M E U R

En attendant...

Troisième confinement ou pas? Encore quelques jours pour permettre aux «*66 millions de procureurs de cette nation*» de faire leur pronostic. Et tant pis -ou tant mieux- pour le 1,4 million d'habitants oublié par le chef de l'État et qui, d'après ce mauvais recensement, n'a pas son mot à dire ou préfère attendre sans prédire. Alors qu'écrire en attendant l'heure de la délivrance ou de la désespérance puisque tout semble toujours n'être que marasme, grisaille et pessimisme?

Ne pas aborder la question des masques surtout quand ils sont faits maison puisqu'après nous avoir invités à s'en procurer voire à les confectionner tout en respectant les normes Afnor, un décret préconise de ne plus les porter!

Ne pas parler, non plus, de futures échéances sportives comme celles des Jeux Olympiques de Tokyo 2021 dont les japonais ne veulent plus mais que l'annulation engendrerait outre le désespoir des athlètes internationaux qui s'y préparent depuis quelques années, une ardoise financière de plusieurs milliards que personne ne souhaite assumer.

Rien non plus sur l'économie, le social ou le moral des Français, qui ne serait qu'une répétition stylistique de plus. Quant à la culture, à part les galeries d'art ouvertes, c'est toujours non essentiel! Seul le livre est sauvé pour un temps de cette annihilation culturelle. Donc, en attendant l'annonce d'un nouveau confinement dans nos cavernes respectives parlons de lectures proposées, suggérées pour préparer dès à présent nos évasions qui feront faisant fi de toute autorisation ou obligation. La première, *La section Lucky* de Frédéric Schmitter* pour y suivre Gaspard, sur les îles du Ponant. Ce drôle de professeur va permettre à six collégiens coupés du monde continental de découvrir le secret des lettres, des mots grâce à l'utilisation de palindromes, d'anagrammes, et autres inventaires à la Prévert... Il y est même question d'*Astérix en Corse*!

La seconde lecture est celle d'un premier roman magnifiquement écrit. *Avant elle* de Johanna Krawczyk**, une autrice à suivre assurément. Quelques 150 pages pour accompagner Carmen, elle aussi enseignante, qui découvre, dévoile un secret familial. Un voyage littéraire et historique au cœur de l'Argentine. Pas celle de la Coupe du monde de juin 1978 mais l'Argentine qui se jouait hors des stades, avant, pendant et après les matchs, avec la junte au pouvoir dès 1976 et ce père, dont sa fille ignorait tout ou presque avant de retrouver des carnets intimes laissés en héritage. Certaines vérités sont plus difficiles à supporter que les mensonges de toute une vie, mais peuvent s'avérer nécessaires pour enfin grandir dans un océan de nouveaux possibles. ■ **Dominique PIETRI**

[*] Frédéric Schmitter, *La section lucky*, éditions du Rocher, janvier 2021

[**] Johanna Krawczyk, *Avant elle*, éditions Héloïse d'Ormesson, janvier 2021

GEORGES NICOLI

LE PADRE PASSE À CONFESSE

Sainte
Bernadette

Le père Georges Nicoli, 40 ans, est depuis 2019 le curé de la paroisse Notre-Dame-de-Lourdes, à Bastia. Ce Bastiais, originaire de Petra di Verde est entré au séminaire à l'âge de 20 ans. Ordonné prêtre en 2007, il s'est occupé de la pastorale des jeunes à Bastia, a exercé en Balagne et dans le Nebbiu. En 2020, la Corse l'a découvert sur les réseaux sociaux.

Un entretien de Christophe GIUDICELLI.



« En tant que Corse, qui a grandi en Corse, mon désir était de revenir servir cette terre qui vit des mutations importantes et très rapides. »

La prêtrise était-elle une vocation dès votre plus jeune âge ?

C'est toujours difficile à dire. J'ai certainement été marqué par mes curés de l'époque. Quand j'étais gamin, j'aimais être à l'église, j'allais à la messe le dimanche, j'ai fait mon catéchisme. De là à dire que durant toute ma jeunesse j'étais à fond dans cette vocation, ce ne serait pas vrai. Mais j'avais une sympathie pour l'Eglise et pour le service en église et d'un autre côté je recherchais une vie, qui soit un peu marginale, un peu particulière. Je souhaitais que ma vie puisse servir à des personnes. Sous quelle forme, je ne savais pas trop. Le désir de mes parents, dans un premier temps, c'était la sécurité de l'emploi, dans l'administration, et puis je me suis aperçu que ça ne m'épanouissait pas, que ce n'était pas forcément là que je pouvais grandir dans ma vie. Puis j'ai eu la chance, au moment du bac, d'avoir des professeurs qui nous ont demandé de réfléchir pour l'année d'après. Ils nous ont dit : « Ne faites pas comme tout le monde, monter à Corte pour dire qu'un jour vous êtes montés à la fac. Faites quelque chose dans lequel vous pouvez vous épanouir et qui vous plaît, même si vous avez l'impression que ce n'est pas gratifiant dans la vie de tous les jours ». J'ai pris en compte cette appel-là : chercher ce qui me rend véritablement heureux, en quoi je pourrais être moi-même et servir les gens. J'ai voulu être pompier professionnel, mais ça ne me suffisait pas au sens de la forme, et je me suis posé la question de la vie du prêtre. J'ai réfléchi, j'en ai parlé avec des amis, avec un prêtre. Et je suis parti au séminaire, en Avignon et à Aix en Provence. On l'oublie souvent, mais le séminaire est aussi une période de discernement, pour réfléchir et savoir si on est fait pour ça.

Comment est venu le déclic ?

Quand j'ai eu ce sentiment de me dire : c'est là que le Seigneur m'attend. Il y a eu un temps de réticence. C'est un choix sérieux, qui engage une vie, une famille. Un choix financier, aussi, car c'est l'église qui paye nos études. En même temps, un combat se menait : les gens qui me voyaient aller à l'église m'enfermaient déjà un peu dans ce rôle de prêtre, et je voulais défendre l'idée qu'on pouvait être jeune, catho, pratiquant, sans pour autant finir dans les ordres. Donc pendant mes études en BTS, je travaillais ça avec un prêtre, on essayait d'en parler. Il me montrait ce qu'il vivait, ce que c'était d'être curé de paroisse, les joies, les peines. Au bout de deux ans, il m'a dit : On fait quoi ? J'ai dit : allons y !

Comment votre décision a-t-elle été reçue par vos proches ?

Je viens d'une famille de chrétiens, mais pas pratiquants. Du côté de ma mère, ça s'est plutôt bien passé ; une maman, c'est une maman, elle s'adapte. Avec évidemment la question de savoir si son fils sera heureux. On a l'image du prêtre austère, triste, frustré, qui

fait son job et disparaît. Mon père l'a pris sous un autre angle : « On n'aura pas de petits-enfants, est-ce que tu as bien réfléchi ? » On a passé 7 ans de mes études à me dire chaque soir que, si je voulais rentrer, la porte était ouverte. Je crois que c'est un choix personnel et la famille suit ou pas. Certains de mes copains du séminaire ont vu leur famille couper les ponts, parfois dans de grandes familles catholiques. Finalement, quand j'ai été ordonné et que mes parents ont vu que j'étais porté par une communauté, qu'on n'était pas plus malheureux que la moyenne, ils ont accepté l'idée que le choix était certes particulier, mais qu'il n'était pas moins bénéfique à leur fils. Pour mes amis qui me voyaient aller à la messe le dimanche, il n'y a pas eu de grosse surprise. Quelques un n'avaient pas vu les choses arriver, mais ils m'ont encouragé - dont des amis musulmans et témoins de Jéhovah qui étaient à l'église le jour de mon ordination - car ils y voyaient un engagement personnel, et puis il y avait la joie de me voir revenir en Corse.

C'était important pour vous d'exercer en Corse ?

Important, mais aussi logique. Quand on entre au séminaire, on est envoyé par un diocèse qui prend en charge la formation. Sauf si le séminariste se découvre une vocation de missionnaire, il retourne dans ce diocèse. En tant que Corse, qui a grandi en Corse, mon désir était de revenir servir cette terre qui vit des mutations importantes et très rapides.

À quoi ressemble le fait d'être prêtre en Corse aujourd'hui ?

À quelque chose que je ne saurais définir. On est entre deux siècles. Entre des représentations du prêtre et de l'église que beaucoup encore ont connu mais qui ne sont plus et ce monde en mutation. Mon travail est de faire une jonction. Cette église doit avancer, pas forcément avec mais dans son temps et afin d'être audible elle doit rejoindre ce temps pour pouvoir annoncer l'évangile avec les mots, les moyens et la forme du monde dans lequel elle se trouve. Le but n'est pas de jouer le caméléon et de suivre la société sur tout. Mais il faut, si on doit proclamer une parole, que la société ait les mêmes codes pour comprendre. Il y a un côté traditionnel qui n'est pas négligeable, ce sont nos racines, il faut les respecter, en prendre soin, se souvenir qu'à la racine du mot tradition, il y a le don et la transmission. On transmet un héritage qui n'est pas simplement un rite, il est pour nous l'évangile. Le but est qu'on puisse apporter l'évangile avec ce que nous sommes, sans tirer un trait sur le passé, mais en se disant que le monde change très vite. On est dans le même état que la société, qui ne sait plus trop sur quoi s'asseoir, certains réclament des valeurs de l'ancien temps, d'autres se projettent sur des temps qui ne sont pas encore arrivés. Et on voit bien le mal-être de l'identité mondiale, mais on est là. Dans



Photos Christophe Giudicelli

«On a eu des papes qui n'ont pas eu peur de sacrifier la superbe de l'Eglise pour retrouver l'authenticité de ce qu'elle est véritablement. Et nos communautés chrétiennes, sur la forme pas sur le fond, vont devoir vivre la même chose.»

notre présent, quelle manière énoncer l'évangile ? Avec quels mots pour qu'il soit entendu, produise du fruit ? Chaque époque a connu ses évolutions et son adaptation ; aujourd'hui, les transformations sont si rapides qu'un bouleversement va se faire d'une manière ou d'une autre.

Ces dernières années, l'Eglise a vu son image ternie par des scandales de pédophilie et on lui a reproché de ne pas vouloir entrer dans la modernité...

Je ne pense pas qu'il y ait refus d'entrer dans la modernité et c'est ça qui est assez impressionnant. Les gens ont l'image d'une Eglise qui reste austère, s'en tient à son côté traditionnel. Mais ces dernières années, elle s'est adaptée au monde moderne plus rapidement qu'elle n'a pu le faire à d'autres époques. Pour ce qui est de l'image, ce qui a été esquiné, c'est l'infailibilité, la superbe de l'Eglise. Peut-être fallait-il qu'on passe par là, pour que la vérité arrive et que la justice se fasse et même si s'est douloureux, il faut que cela se fasse. On a eu des papes qui n'ont pas eu peur de sacrifier la superbe de l'Eglise pour retrouver l'authenticité de ce qu'elle est véritablement. Et nos communautés chrétiennes, sur la forme pas sur le fond, vont devoir vivre la même chose. Surtout en Corse, dont on avait l'impression que c'était une citadelle religieuse traditionnelle. Une citadelle qui s'effondre au profit des intérêts personnels des uns et des autres. Nos communautés chrétiennes vont devoir se dépouiller de cette image, des grandes processions et manifestations, pour redécouvrir l'essentiel. On sera peut-être moins nombreux à pratiquer régulièrement dans le temps, mais si ces moins nombreux pratiquent avec plus d'authenticité, on aura gagné ce changement-là. Je ne suis pas pour l'austérité et le petit nombre mais peut-être qu'il faut passer par là, c'est un temps de purification.

Autre débat, celui du mariage des prêtres...

Il fait débat depuis que le célibat est en place. On considère que le célibat empêche un homme d'être heureux dans sa vie de prêtre. Ça, c'est la vision extérieure. Pour faire un peu d'humour, quand on voit que la région parisienne compte 3 divorces pour 4 mariages, le mariage est-il gage de l'épanouissement personnel ? Le célibat n'est pas quelque chose de dogmatique, mais de l'enseignement disciplinaire. L'Eglise a, à un moment de son histoire, voulu rendre l'homme de l'autel disponible. On peut se poser la question même si nous marions des gens. Concrètement, la question est de savoir si l'église sera un jour en capacité dans un premier temps, d'ordonner des hommes mariés à la prêtrise. Avec l'encyclique d'Amazonie, on pensait que le Pape allait venir à cette question de l'ordination d'hommes mariés. Ça n'a pas été le cas et je ne pense pas qu'il

soit prêt à le faire. Quant au fait d'ordonner des hommes mariés pour pallier la crise des vocations... si on regarde chez nos frères orientaux, ou encore chez les protestants ou les orthodoxes, on s'aperçoit que la crise de la prêtrise est une crise d'engagement et pas seulement une question de célibat. Si on doit réfléchir à la place des hommes mariés dans la prêtrise, il faut le faire de manière paisible en se demandant comment joindre deux états de vie, qui pour le moment ne se rejoignent pas. Ma vie de prêtre, elle est 24h sur 24h, une vie de famille demande le même engagement. Je ne peux pas avoir 48h en 24h.

Comment se déroule votre vie de prêtre, au quotidien ?

Elle ressemble à ce que je voulais, quelque chose qui n'est pas stéréotypé. Elle commence en prenant des nouvelles du monde, une messe à 8h, une rencontre avec la communauté après l'office. Elle est rythmée par des rendez-vous de tous types : des personnes qui ont besoin de parler, des célébrations, des obsèques, le catéchisme et la partie administrative et matérielle. Nous avons charge d'âmes mais aussi des biens de l'Eglise, les travaux à faire avec les autorités locales, puis nos affaires personnelles, notre repas. Une vie remplie, qui de fait me rend heureux car je n'ai pas deux journées qui se ressemblent. Pour le moment on a les reliques de Bernadette*, donc il y a beaucoup de monde. Derrière tout ça, il faut arriver à garder une vie familiale avec nos propres parents. Des amis à voir, également, on n'est pas dispensé de tout ça. Et un temps de repos, aussi, quand on arrive à le caser. Il faut garder un juste équilibre entre ce qui est organisable et ce qui est de l'ordre de l'imprévu.

Durant le confinement, vous avez été très actif sur les réseaux sociaux, notamment pour célébrer la messe, garder le lien avec les fidèles, dont vous aviez disposé les photos sur les bancs de l'église vide, notamment pour la Pâques. L'église peut-elle devenir virtuelle pour toucher plus de monde ?

L'église ne peut pas être virtuelle. Quand on regarde son histoire, au début, au temps des persécution, les chrétiens se retrouvaient dans les catacombes. Eglise, c'est *ecclesia*, c'est l'assemblée, il faut pouvoir se rassembler. Après, il y a deux dimensions, il y a l'église qui peut se rassembler et l'église en souffrance, celle des malades. La juste proportion, sur les réseaux sociaux, c'est qu'il faut pouvoir rejoindre dans notre paroisse ceux qui ne peuvent pas être là car ils sont retenus par une maladie ou un handicap, sans pour autant que ce soit la messe pantoufle à la maison : « je regarde la messe à 8h30 et je termine mon café pendant que la messe se termine ». C'est ça qu'il faut retenir, la proportion, elle est là. Aujourd'hui, on a arrêté les diffusions à distance, car les gens peuvent venir et puis matériellement on n'a pas ce qu'il faut. ■

AUTONOMIE ÉNERGÉTIQUE

TRÈS POSSIBLE... MAIS PAS À 100% D'ENR

Le 26 janvier, l'Ademe a publié une étude visant à évaluer la faisabilité de l'objectif d'autonomie énergétique pour les zones non interconnectées. Elle indique qu'une transition bas carbone impliquant plus de 90% d'énergies renouvelables locales est possible en Corse. Mais qu'il ne faut pas tabler, en tout cas pour 2050, sur du 100% énergies renouvelables.

En 2015, la loi de Transition énergétique fixait un objectif d'autonomie énergétique pour les zones non interconnectées (ZNI), en 2030 pour les Drom et en 2050 pour la Corse. L'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (Ademe) s'est penchée sur ses conditions de réalisation, sur les plans technique, économique et social, pour la Corse*. Les résultats de son étude montrent, à travers l'analyse comparative de cinq scénarios d'actions, qu'une autonomie énergétique et un mix très majoritairement renouvelable sont possibles.

Deux scénarios (Tous feux verts et Vers l'autonomie énergétique) se fondent sur du 100% d'énergies renouvelables (ENR) et voient donc la disparition complète du diesel à 2050 tandis que trois autres (Tendanciel, Avantage thermique, Avantage technologique) réduisent très fortement la contribution du diesel en 2050 et déclassent la majorité du parc diesel. Les potentiels additionnels sont essentiellement constitués des filières photovoltaïques et plus encore éoliennes: terrestre mais aussi offshore, elles seraient «des clefs pour l'autonomie énergétique de la Corse», juge l'Ademe qui estime qu'il serait probablement nécessaire, pour le développement de l'éolien offshore, d'instaurer une coopération avec la Sardaigne, notamment afin de disposer des infrastructures portuaires nécessaires à sa mise en œuvre. La filière biomasse reste, elle, peu représentée bien que sa part soit appelée à augmenter quel que soit le scénario.

L'observation du coût complet de production à 2050 met en évidence, quel que soit le scénario, une réduction supérieure à 30% par rapport à la référence 2015, avec respectivement -33% et -36% pour les deux scénarios à 100% d'ENR. De même, le «coût actualisé de l'énergie» - correspondant au prix complet de l'énergie sur la durée de vie de l'équipement qui la produit - du parc à 2050 apparaît favorable pour ces deux scénarios puisqu'ils sont réduits de respectivement de -36% et -33% par rapport à

la situation de 2015. À la bonne heure, donc.

Mais, tempère l'Ademe, si une transition bas carbone reposant très largement sur les ENR est «possible», une autonomie énergétique 100% renouvelable à 2050 «reste difficile à atteindre», la valorisation de l'ensemble des potentiels d'ENR locaux retenus dans le cadre de l'étude permettant d'atteindre «un taux d'ENR de 94%, moyennant un recours significatif à des moyens de stockage». De plus, les importations depuis l'Italie et la Sardaigne via les câbles Sarco et Sacoi sont jugées nécessaires, dans tous les scénarios étudiés, ces importations permettant «de disposer d'un niveau de réserve suffisant sans investir massivement dans des moyens complémentaires, et pendant le 4^e trimestre d'assurer le maintien de l'équilibre offre-demande» mais aussi «de réduire le besoin en stockage pendant les 2^e et 3^e trimestres». Tout particulièrement, si on envisage une conversion du parc de véhicules terrestres légers au «tout électrique». Auquel cas, sur une partie de l'année, la demande électrique additionnelle ne pourrait être satisfaite par des ENR locales malgré la valorisation de l'ensemble des potentiels identifiés comme accessibles. «Un important travail de maîtrise de l'énergie notamment sur le secteur des transports sera donc indispensable pour atteindre l'autonomie énergétique du territoire».

Dernier point passé en revue, la stabilité et la sécurité d'un réseau reposant sur les ENR: l'Ademe estime qu'un système électrique corse «à très fort taux d'ENR peut rester stable face à des incidents significatifs» tout en précisant que, du fait «des hypothèses simplificatrices prises pour la modélisation», ces premières simulations ne permettent pas pour autant de «conclure à une stabilité et une sécurité assurée sur le système réel dans toutes les conditions de fonctionnement» et devront être confirmées par des travaux plus exhaustifs. ■ AN

* mais aussi pour Mayotte, la Réunion, la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane.

Le tableau ci-dessous détaille les capacités installées par filière et indique entre parenthèses le taux de mobilisation du potentiel disponible pour chacun des scénarios. Comme indiqué auparavant, les scénarios « Tous Feux Verts » et « Vers l'Autonomie Énergétique » saturent tous les potentiels ENR.

Capacité ENR installée [MW] (% du potentiel)	Référence 2015	Tendanciel	Avantage Thermique	Avantage Technologique	Tous Feux Verts	Vers l'autonomie énergétique
Biomasse	2	10 (38%)	7 (25%)	9 (32%)	27 (100%)	27 (100%)
PV	130	701 (63%)	767 (60%)	660 (59%)	1119 (100%)	1119 (100%)
Eolien terrestre	18	79 (81%)	79 (81%)	79 (81%)	98 (100%)	98 (100%)
Eolien offshore	-	100 (100%)	100 (100%)	65 (65%)	100 (100%)	100 (100%)
Hydro	222	249 (78%)	236 (74%)	236 (74%)	319 (100%)	319 (100%)
Total ENR	372	1140	1098	1049	1663	1663

DÉPLACEMENTS

Plus de 85% des Corses se rendent au travail en voiture

On l'aura remarqué avec les sempiternels embouteillages qui congestionnent chaque soir les grandes villes insulaires, la voiture reste plébiscitée par une majorité de Corses. Dans une étude publiée fin janvier, l'Insee indique ainsi qu'en 2017, 85,5% des actifs insulaires qui se déplaçaient pour rejoindre leur lieu de travail utilisaient la voiture. «Ce taux place la Corse au 3^e rang des régions de France de province derrière la Bretagne [86,1%], la Nouvelle-Aquitaine [85,6%] et 3,5 points au-dessus de la moyenne de province», souligne l'organisme de statistiques. Sur les quelques 133 000 actifs que comptait alors la Corse (dont 96% déclaraient devoir se déplacer pour se rendre sur leur lieu de travail), la moitié indiquait parcourir des distances d'au plus 5 km entre domicile et travail. Une proportion nettement supérieure à la moyenne française [34%]. «La Corse est la région où la part des petites distances est la plus élevée, indique l'Insee. La proximité des actifs corses vis-à-vis de leur lieu de travail tient en partie au relief contraignant de l'île. Le territoire montagneux induit une concentration de l'emploi et de la population et donc un raccourcissement des trajets», explique-t-il en mettant en exergue que l'utilisation de la voiture pour se rendre au travail est influencée par la distance à parcourir : «Pour des trajets inférieurs à 5 km, 77% des actifs ont recours à leur voiture pour se déplacer, ils sont 96% au-delà de 15 km». Toutefois, l'étude note aussi que l'automobile reste majoritaire «y compris pour les trajets les plus courts» puisque «65% des actifs résidant à moins d'un km de leur lieu de travail utilisent leur voiture», ce point s'expliquant par des critères divers tels que «l'accompagnement des enfants à l'école», «des raisons de santé», «un relief peu adapté à la marche ou au vélo» ou encore «une offre de transports en commun peu développée».

Par ailleurs, l'étude pointe également une utilisation des deux-roues motorisés plus importante sur l'île qu'ailleurs : «pour les petites distances, 5,2% des actifs en emploi se rendent au travail en deux-roues motorisé contre 2,0% en province», et ce surtout à Ajaccio «Ainsi, 10% des Ajacciens qui effectuent de petites distances pour aller travailler utilisent ce moyen de déplacement contre 4% des Bastiais».

Enfin, les modes de transport doux restent pour leur part réservés aux très petites distances sur l'île. Ainsi, seulement 15% des actifs qui effectuent moins de 5 km pour se rendre au travail utilisent un tel mode de déplacement, contre 22% ailleurs en province. «Un quart des actifs qui vivent à moins de 2 km de leur travail marchent ou prennent le vélo pour aller travailler. Parmi les transports doux, la marche est largement majoritaire [95%]», signale l'Insee en précisant que «Le recours aux transports en commun pour se rendre au travail est marginal sur l'île. Seulement 2,3% des actifs les utilisent contre 8,0% en province». Essentiellement réservés à Ajaccio et Bastia, ces derniers ne semblent donc pas prêts à pousser les actifs insulaires à se passer de leur voiture. ■ MP

PLAN DE RELANCE DE LA CDC

Ouverture des formulaires de demande d'aide Salvezza

Le 26 janvier, lors de sa réunion hebdomadaire, le Conseil exécutif de Corse a acté l'ouverture des aides «Salvezza», financées par le budget de la Collectivité de Corse (CdC), à destination des entreprises, artisans, commerçants, exploitants agricoles, pêcheurs dont l'activité a été impactée par la crise liée à la Covid-19. Ces aides s'inscrivent dans le cadre du plan Salvezza à Rilanciu mis en place par la CdC, et dont le volet Salvezza est consacré à une première liste de mesures d'urgence visant à la sauvegarde des entreprises et de l'activité économique, à la préservation de l'emploi, et à l'atténuation des conséquences sociales de la crise actuelle. Les formulaires de demande d'aide sont disponibles sur le portail dédié de la CdC [covid-19.corsica], avec une entrée spécifique pour chaque secteur d'activité concerné. Les entreprises de tous secteurs pourront, sous conditions, bénéficier de l'aide pour compenser leurs difficultés sur deux points : perte d'activité (chiffres d'affaire), charges fixes (loyers). ■ AN



17

Les chiffres de la semaine

projets, dont cinq entrés en incubation dès 2020, sont désormais accompagnés par Inizià. L'an passé, l'incubateur de Corse a géré 75 dossiers dont les 17 projets accompagnés, ainsi que 31 dossiers de candidature à l'entrée en incubation, 6 projets en pré-incubation, 2 en post-incubation et 19 en suivi. Il a également levé 3M€ de fonds, au profit des projets innovants accompagnés.

7%

Les chiffres de la semaine

de perte de PIB sur le mois de décembre, c'est l'estimation faite pour la Corse par la Banque de France. Soit une situation un peu moins dégradée qu'anticipé le mois précédent [- 8%]. L'estimation de la contraction du PIB au 4^e trimestre 2020 par rapport au précédent est de - 4%, laissant inchangée à - 9% la baisse du PIB en moyenne annuelle pour 2020.

3 815

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

immatriculations de voitures particulières neuves ont été enregistrées au 4^e trimestre 2020 par la Préfecture de Corse. Soit une hausse de 2,2% par rapport à la même période de l'année précédente. Mais en cumul sur les 12 mois de l'année, le nombre d'immatriculations de voiture en Corse se contracte de 39,6% contre une baisse de 25% pour l'ensemble de la métropole et atteint ainsi son niveau le plus bas depuis au moins 10 ans

CITADELLE D'AJACCIO

Appels à projets pour une « activation culturelle »



Le 26 janvier, la Ville d'Ajaccio a lancé officiellement le programme « d'activation culturelle » de la Citadelle Miollis, qu'elle a acquise en 2019 et qui fait désormais l'objet d'un projet d'aménagement visant à en faire un nouveau quartier intégré au centre-ville. Dans le cadre de la réflexion sur le réaménagement de ce site dont la fondation remonte à 1492, la municipalité a opté pour une démarche consistant à « activer » le lieu dès 2021: l'ouvrir avant et pendant sa transformation pour présenter le projet aux Ajacciens, tester des usages et lancer une dynamique artistique et créative autour du projet. Une méthodologie déjà appliquée lors de la réhabilitation de friches à Paris, Rennes ou Marseille. Outre l'ouverture au public et la création d'une Maison de la Citadelle destinée à accueillir et informer le public, un premier programme d'activation du site est prévu dès cet été 2021: créations, résidences d'artistes et événements (concerts, performances, installations, bals populaires), pour ce qui constituera, de juin à septembre, la première saison de l'Été de la Citadelle. Dans ce cadre, trois appels à projets de création ont été lancés: une commande photographique, en partenariat avec le Centre méditerranéen de la photographie, une résidence de création d'arts visuels et un événement culturel et artistique, avec une dimension patrimoniale en lien avec l'histoire de la Citadelle. ■ AN

NOUVELLE CASERNE À BASTIA

La CAB adopte une motion dans ce sens

Lors de sa séance du 25 janvier, le conseil communautaire de la Communauté d'agglomération de Bastia (CAB) a adopté une motion déposée par Julien Morganti pour le mouvement Un Futur pour Bastia. Celui-ci rappelait qu'avec, en moyenne sur l'ensemble du territoire national, une intervention de sapeur-pompier toutes les 7 secondes, la Haute-Corse enregistrait ainsi près de 15 000 interventions et près de 10 000 victimes prises en charge par an. Or l'état de vétusté de l'actuel centre de secours de Bastia, qui est le seul du département à être classé « centre de secours principal », inquiète les sapeurs-pompiers. Avec un périmètre d'intervention s'étendant de Santa-Maria-di-Lota au nord à Biguglia au sud, ce centre regroupe 70 000 habitants, soit 40 % de la population départementale et 30 % des interventions de secours. Au vu de l'augmentation des interventions et de la sollicitation croissante des sapeurs-pompiers, et considérant que la participation financière de la CAB au budget du service d'incendie et de secours de Haute-Corse pour plus de 4 M€ par an depuis plusieurs années fait d'elle un de ses principaux financeurs, la motion proposait la création d'une nouvelle caserne sur le territoire de la commune de Bastia. Elle a été adoptée à l'unanimité. ■ AN

18 %

Les chiffres de la semaine

des Français se sentent désormais toujours ou souvent seuls, soit une hausse de 5 points par rapport au niveau mesuré avant la crise de la Covid, selon une enquête Ifop pour l'association Astrée. Si, dans l'opinion, la solitude est surtout associée à la vieillesse, ce sont pourtant les plus jeunes qui font davantage état du sentiment d'être toujours ou souvent seuls: 27% des 18-24 ans contre 10% des 65-74 ans.

9

Les chiffres de la semaine

mois seulement: c'est le temps qu'il aura fallu aux 1000 personnes les plus riches du monde pour retrouver leur niveau de richesse d'avant la pandémie, selon le dernier rapport d'Oxfam sur les inégalités mondiales. A contrario, il pourrait falloir plus de 10 ans aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts économiques de la pandémie

3

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

points de moins, en janvier 2021, pour l'indice de la confiance des ménages qui s'établi ainsi à 92, indique la dernière enquête mensuelle de conjoncture auprès des ménages de l'Insee, publiée le 27 janvier. La part des ménages estimant qu'il est opportun d'épargner augmente très fortement (+ 11 points) au niveau de décembre 2012, très proche de son plus haut historique



Bulletin d'abonnement

À remplir et à retourner sous enveloppe affranchie à :
ICN CorsicaPress éditions • Immeuble Marevista • 12, Quai des Martyrs • 20200 Bastia

JE M'ABONNE

- Pour un an à la version papier pour **60€** Pour un an à la version web pour **30€**
 Pour un an à la version papier plus version web pour **65€**

NOM : _____ PRÉNOM : _____

ADRESSE : _____

CODE POSTAL : _____ VILLE : _____

Pour recevoir la confirmation de mon abonnement et les informations liées à mon compte client, j'indique mon adresse e-mail (en capitales) :

EMAIL : _____ @ _____

Je désire recevoir gratuitement la newsletter d'ICN

J'accepte de recevoir les informations d'ICN et de ses partenaires Oui Non Oui Non

Ci-joint mon règlement par :

Chèque à l'ordre d'ICN Carte bancaire

N° :

Expire fin : _____ Clé : _____ Les 3 derniers chiffres au dos de votre carte bancaire

Date et signature obligatoires

CORSICAPRESS ÉDITIONS SAS • RCS BASTIA 528 790 033



SHOWROOM SPA

WWW.CORSESPA.COM

SHOWROOM DE TRAVO

12 Z.I. de Travo
Face à la B.A. 126
20240 Ventiseri
06 73 54 19 19



ARGENT & DROIT - EMPLOI

FRAUDE À L'IDENTITÉ, UN FLÉAU CROISSANT EN PÉRIODE DE CRISE



À l'ère de la dématérialisation, la fraude à l'identité en ligne représente un véritable danger pour les particuliers et les entreprises. Permis de conduire trafiqué, photo de passeport échangée, visa falsifié, les fraudeurs ne manquent pas d'imagination !

Se faire passer pour un autre peut rapporter gros. Ouvrir un compte bancaire avec une fausse identité, obtenir des aides financières publiques sans droits ou encore faire son shopping au détriment d'autrui sont quelques-unes des nombreuses opérations qui incitent les fraudeurs à falsifier des documents officiels. Et, justement, les périodes de crise sont une aubaine pour les délinquants...

UNE QUESTION D'OPPORTUNITÉ

Selon le baromètre annuel établi par Onfido, une entreprise spécialisée dans la vérification d'identité et l'authentification en ligne pour le compte de services financiers et de plateformes web, le taux moyen de ce type de fraude a connu une forte hausse dès le printemps 2020 au niveau mondial (+41% de tentatives en un an) et en France (+29%, avec un pic à 13,4% en juin), en passant de 6,6% à 8,5% en une année à l'échelle nationale. Gimena Diaz, vice-présidente Europe du Sud de la société et ancienne dirigeante de PayPal France, nous explique les causes de ce phénomène.

«Toutes les crises, de façon générale, ont un impact sur la fraude, puisque deux éléments principaux sont alors réunis: le besoin, autrement dit les problématiques financières qui incitent à passer à l'acte, mais aussi l'opportunité de le faire. Or, 2020 a été une année d'accélération de la digitalisation en très peu de temps.»

Entre un développement rapide de services en ligne et un flot de consommateurs qui avaient l'habitude de réaliser un certain nombre de transactions dans le monde physique et qui se sont retrouvés digitalisés par la force des choses, de nombreuses failles de sécurité ont ainsi laissé le champ libre aux délinquants.

LA FRAUDE « FACILE »

Après avoir passé au crible plusieurs millions de transactions, Onfido s'est aperçue que ce sont surtout les fraudeurs occasionnels qui ont profité de la pandémie. En effet, la fraude dite « facile » a explosé de +25% dans l'Hexagone et représente deux tentatives sur trois [66%] en 2020. On parle ici de personnes qui ont utilisé des techniques à la portée de tous pour falsifier le texte ou la photo de documents d'identité officiels du type passeport, carte d'identité, visa, carte de séjour ou permis de conduire.

Certains tentent aussi de contourner les procédures de vérification nécessitant de faire un selfie. Et en 2020, le déguisement a

été particulièrement à la mode ! *«Même si ces techniques existaient déjà, on a assisté à l'utilisation importante des photos de visage en 2D qu'on met devant soi en faisant des trous pour les yeux, ainsi que des masques plus élaborés en résine imprimés en 3D et enfilés sur la tête»*, détaille Gimena Diaz. De leur côté, les fraudeurs aguerris recourent de plus en plus aux deep fakes, ces techniques permettant de créer un visage de façon complètement numérisée et même de l'intégrer dans une vidéo truquée.

LES OPÉRATIONS SENSIBLES EN LIGNE DE MIRE

Évidemment, le secteur financier est une cible de choix pour les fraudeurs. Toutefois, en France, c'est l'e-commerce qui a été le plus touché par le phénomène avec plus de 2,5% de suspicions de fraudes, contre 2% pour les services bancaires en 2020. Des résultats une fois encore expliqués par l'augmentation très forte des services web du fait des restrictions sanitaires.

Les transactions qui ont le plus de valeur sont bien entendu en ligne de mire. Il peut ainsi s'agir d'achats de plusieurs centaines d'euros payables de façon échelonnée sur un site d'e-commerce qui impose une vérification d'identité. De même, l'ouverture d'un compte bancaire, son activation mais aussi la récupération de son mot de passe sont autant de procédures sensibles. Face à des tentatives de fraude de plus en plus nombreuses, l'heure est donc venue de renforcer le niveau de sécurisation de nos opérations digitales.

ZOOM SUR LA PRÉVENTION

La tendance à la numérisation impose de prendre certaines précautions. Les particuliers doivent être très prudents dans la numérisation de leurs informations personnelles, afin de s'assurer qu'elles ne se retrouvent pas à la portée du premier venu sur internet. De même, en cas de vol ou de perte de vos papiers, portez immédiatement plainte, prévenez votre banque et surveillez de près toute nouvelle opération.

Les entreprises ont quant à elles un devoir de sécurisation des données de leurs clients et doivent adapter leurs outils de vérification à l'évolution des nouvelles attaques. Au-delà du mail, d'un numéro de téléphone et de la fourniture d'un document officiel, de plus en plus de plateformes web imposent par exemple de confirmer son identité en prenant un selfie pour toute transaction importante. ■ LPA

«Toutes les crises, de façon générale, ont un impact sur la fraude, puisque deux éléments principaux sont alors réunis: le besoin, autrement dit les problématiques financières qui incitent à passer à l'acte, mais aussi l'opportunité de le faire.»

PROTÉGER SON COMPTE BANCAIRE



DES ARNAQUES SUR INTERNET

Crise sanitaire oblige, les échanges se dématérialisent.

Les banques, qui avaient déjà entamé leur virage numérique, n'échappent pas à cette évolution forcée.

Les pirates en tout genre ont bien compris qu'il y avait là une nouvelle opportunité d'arnaques plus ou moins élaborées.

Voici comment s'en prémunir.

La pandémie de Covid-19 confine jusqu'aux échanges quotidiens qui trouvent désormais refuge sur la Toile. La tendance n'est pas nouvelle mais s'accélère et ne devrait plus faire machine arrière. Tout se passe, désormais, en ligne. Pour le meilleur et pour le pire. Les banques avaient entamé cette évolution il y a quelques années maintenant. La multiplication des enseignes sans bureaux physiques (Nickel, Boursorama, Hello Bank, Monabanq, etc.), le plus souvent des filiales de maisons-mères bien historiques, a bouleversé en profondeur le secteur en facilitant le quotidien de leurs utilisateurs. Cette simplification n'a toutefois pas que des bons côtés. Le continent numérique n'est pas le bel éden promis et de nombreux dangers rodent. Margoulin, pirates et autres hackers ont bien compris qu'il y avait dans cette révolution digitale des promesses d'enrichissement douteux. En ces temps d'épidémie, il est important de rester vigilant.

LES RÉSEAUX SOCIAUX EN PREMIÈRE LIGNE

Les réseaux sociaux sont le nouveau terrain de jeu des arnaqueurs. La stratégie qu'ils utilisent le plus est simpliste, voire grossière, mais peut piéger les internautes les moins attentifs. La plupart du temps, les pirates usent de faux comptes aux couleurs de la banque pour entrer en contact avec les clients via la messagerie privée des principaux réseaux sociaux (Twitter, Facebook, Messenger, etc.). Le message d'accroche est souvent alarmiste: un défaut de sécurisation, le blocage d'une carte de crédit ou encore un découvert à combler en urgence. L'objectif est d'obtenir les codes de connexion au compte client de la cible ou les informations sur la carte bancaire (numéro, date d'expiration, cryptogramme). Pour se prémunir de ce genre de pratiques, il suffit de ne donner aucune donnée confidentielle sur ces messageries. Jamais les services clients des banques ne demanderont les identifiants d'un compte ou les données de carte.

De plus, les réseaux ont mis en place un système de vérification des profils via une signalétique claire après le nom de l'utilisateur, en l'occurrence après celui de la banque. Sans cette indication, le compte est vraisemblablement faux. Ces règles à suivre – ne divulguer aucune information sensible et bien vérifier l'identité de son interlocuteur – sont valables pour tout échange dématérialisé, mail et SMS compris.

SE MÉFIER DES BONNES AFFAIRES

La grande tendance de l'arnaque actuelle, sur internet, est le message (mail, SMS ou messagerie instantanée) qui annonce une bonne nouvelle. Un trop payé d'impôts, un remboursement de la CAF, le gain chanceux d'un téléphone ou d'un appareil ménager. Quelle que soit la forme, le principe reste le même. Il s'agit de récupérer les informations bancaires de la victime afin de lui faire parvenir les fonds qu'elle aurait miraculeusement gagnés.

Certains faux sont particulièrement bien élaborés et il n'est pas surprenant que les internautes les moins attentifs, souvent les personnes âgées qui font leurs premiers pas sur la Toile, tombent dans le panneau. Là encore, la prudence s'impose. Il convient de bien vérifier les liens qui sont fournis: la plupart du temps, ils ne sont pas sécurisés ou mènent vers des sites suspects. Au moindre doute, il est indispensable de contacter l'entreprise ou l'administration en question. Le site gouvernemental www.cybermalveillance.gouv.fr est très utile. Enfin, les dangers viennent souvent des smartphones et des stores (PlayStore de Google ou AppStore d'Apple). Il faut mettre à jour régulièrement ses applications afin d'éviter de terribles malwares comme le redoutable Cerberus capable d'intercepter les codes de connexion bancaires et les SMS de sécurité envoyés pour sécuriser les échanges. La prudence est plus que jamais de mise. ■



Ces règles à suivre – ne divulguer aucune information sensible et bien vérifier l'identité de son interlocuteur – sont valables pour tout échange dématérialisé, mail et SMS compris.

SANTÉ

LES PROFESSIONNELLS EN SOUFFRANCE



Photo Alberto Giuliani

Au printemps dernier, ils étaient acclamés en héros chaque soir. Mais les héros sont, plus que fatigués, en souffrance. Et la Covid-19, si elle n'a pas arrangé les choses, n'est pas seule responsable de leurs maux. C'est en tout cas le constat qui se dégage d'une enquête lancée par le collectif Santé en danger à propos de la souffrance au travail.

Depuis sa création, en juillet 2020, le collectif Santé en danger recueille de nombreux témoignages de professionnels de santé sur le mur de son groupe Facebook, qui compte désormais près de 200 000 membres. Si certains dépeignent, de manière générale, un contexte dégradé, nombreux sont ceux qui, à titre personnel, affirment être «au bout du rouleau» et évoquent, plus qu'un malaise ou un blues, une véritable souffrance. D'où l'idée d'approfondir la question au moyen d'un sondage, réalisé du 26 novembre 2020 au 10 janvier 2021, via un questionnaire disponible en ligne sur le site Drag'n Survey. Les résultats sont sans appel puisque 97,3% des sondés font état d'une augmentation de leur souffrance au travail depuis qu'ils ont commencé à exercer, une majorité d'entre eux (57,53%) étant en exercice depuis plus de 15 ans. Pour 59,8%, elle a même fortement augmenté depuis leur arrivée dans la profession, 18,3% allant jusqu'à faire état d'une augmentation extrême.

Invités à quantifier l'intensité de cette souffrance, sur une échelle de 0 à 10, ils sont 59,10% à la situer entre 7 et 10. Aussi la plupart des sondés confient-ils avoir déjà ressenti, sur leur lieu de travail: une sensation de stress insurmontable (44,88%), l'envie irrésistible de pleurer (46,74%) mais aussi, par dessus tout, la tentation de «jeter l'éponge» (74,69%). Ils ne sont que 5,39% à affirmer ne pas s'être sentis concernés par au moins une de ces trois situations. Source de souffrance, le fait, pour des professionnels a priori chevronnés (5% seulement des répondants ont moins de 3 ans d'ancienneté) de s'être sentis en difficulté sur leur lieu de travail. Plus de 55% ont été dans cette situation, dont 33,5% disent l'avoir ressenti très fortement. Si plusieurs causes de difficulté sont identifiées, certaines sont plus fréquemment mises en avant. En premier lieu, (80,5%) un manque de reconnaissance de leur travail. Mais aussi, pour 71,48%, un manque en personnel, tandis que 59,5% évoquent également l'augmentation des cadences et que 54,1%

citent entre autres motifs les ingérences liées au management et que 30,8% disent avoir eu à subir des difficultés en rapport avec un harcèlement moral. Seuls 0,4% des sondés ne retenaient aucun des motifs de difficultés évoqués.

Avoir, sur le moment, envie de tout plaquer est une chose. Envisager sérieusement de le faire en est une autre. Et pourtant, outre que près des trois quarts des professionnels de santé sondés disent avoir été tentés de «jeter l'éponge» ils sont 67,1% à envisager une reconversion professionnelle, voire changer radicalement de profession (16,48%). Cette situation de souffrance a conduit 39,9% des répondants à consulter, le plus souvent un médecin généraliste (48,1%), mais certains ont fait appel à un psychologue (26%) voire un psychiatre (11,6%) et ils sont 38,8% à avoir été mis en arrêt de travail tandis que 34,2% ont dû suivre un traitement médicamenteux. Quant à savoir ce qui pourrait améliorer concrètement leur situation, 84,5% des professionnels de santé estiment «qu'être reconnu» pourrait être un facteur de protection et 76,6% voudraient au moins «être entendus», tandis que 64,4% jugent nécessaire que leurs responsables (cadres, institutions, directeur d'établissement) soient formés aux spécificités rencontrées sur le terrain.

Les résultats du sondage sont destinés à permettre de formuler une liste de propositions visant à une meilleure prise en compte de la souffrance au travail des professionnels de santé. ■ AN

REPÈRES

Le sondage a porté sur 1 877 professionnels de santé exerçant dans toute la France, dont 14 en Corse et 22 pour l'ensemble des Drom. Les répondants sont en majorité des salariés (86,1%) et 91,1% sont des femmes. Plus de la moitié (55,3%) des sondés sont âgés de 36 à 50 ans et 67% d'entre eux travaillent au contact des adultes. ■

JANVIER

COVID-19? KÉSAKO?



«*Une mystérieuse épidémie*», «*une pneumonie étrange*», «*un virus qui touche une province chinoise*». En janvier 2020, on commence à peine en ces termes à entendre de premiers médias français évoquer celui qui n'a même pas encore été affublé du nom de Covid-19 par l'Organisation mondiale de la santé [OMS]. Personne ne peut alors se douter que celui-ci deviendra notre pire cauchemar lorsque l'Agence France Presse sort sa première dépêche consacrée au sujet le 5 janvier. «*Mystérieuse pneumonie en Chine*» titre-t-elle en évoquant 59 personnes souffrant du virus. «*Les autorités chinoises démentent toutefois qu'il s'agisse du Sras, une maladie virale responsable de centaines de morts en 2003*», indique-t-elle encore. Quelques jours plus tard, l'OMS fait un lien entre les malades et un marché de gros de poissons et d'animaux vivants dans la ville de Wuhan. Tout cela semble tellement loin et contenu à une zone délimitée, qu'elle se prononce encore contre toute restriction de voyages vers la Chine. Et puis au milieu du flot d'informations que l'on avale tous les jours, ce qui est encore décrit comme une «*grippette*» apparaît encore comme un virus comme tant d'autres dont on ne se souviendra plus d'ici quelques mois. Au point que même quand le 11 janvier le premier mort est officiellement recensé en Chine, rares sont ceux qui s'inquiètent à l'autre bout du monde, a fortiori sur notre île perdue au cœur de la Méditerranée. Et puis il faut dire qu'en Corse, on a bien d'autres choses à penser. Par exemple, on panse encore les plaies de la tempête Fabien qui nous a durement frappé fin décembre et fait des dégâts considérables notamment dans la région ajaccienne. On se souviendra d'ailleurs longtemps des images des pistes de l'aéroport Napoléon Bonaparte complètement submergées une semaine durant. Jamais loin, l'éternelle crise des déchets fait aussi encore et toujours les gros titres de l'actualité insulaire. Alors que Prunelli vient de rouvrir après avoir été un temps fermé fin 2019, le centre de stockage de Viggianello est pour sa part toujours bloqué, et les balles de déchets s'amoncellent partout dans l'île. Pendant ce temps à Corte, Rossano Ercolini, Toscan pionnier du zéro déchet, est invité à Corte par le collectif Zeru Frazzu où il livre ses recommandations pour la Corse. Des recommandations qui n'ont semble-t-il pas trouvé suffisamment d'écho, puisqu'un an plus tard l'île se trouve toujours dans le même marasme, alors qu'un rapport sur la gestion des déchets doit prochainement être présenté à l'assemblée de Corse, après avoir été retiré de l'ordre du jour à la dernière minute lors de la session de décembre.

Début janvier 2020 a aussi été secoué par la grogne autour de la réforme des retraites et la grève généralisée en découlant qui a

touché tous les secteurs. Le 9 janvier, un autre conflit social, lié à la desserte maritime de l'île, a aussi réveillé de vieux démons en Corse. La compagnie la Méridionale est en effet une fois de plus entrée en grève, après que l'appel d'offres pour la desserte des ports de Propriano et Porto-Vecchio depuis Marseille ait été déclaré à nouveau infructueux par l'Office des transports. De quoi laisser planer le doute sur l'avenir de la compagnie. Inquiets, ses salariés durcissent le ton et bloquent les ports, notamment à Marseille. Impactée par les effets du mouvement, la Corsica Linea se voit elle aussi contrainte d'annuler ses rotations mi-janvier durant plusieurs jours. De quoi causer de sérieux problèmes d'approvisionnement pour les supermarchés qui se vident à vue d'œil. Les premiers bateaux ravitaillant l'île pourront enfin naviguer avec une centaine de remorques de marchandises au bout du 10^e jour de grève. Et puis aussi, en janvier 2020, on commençait à sentir souffler le vent de la campagne des élections municipales. Si à Ajaccio, Laurent Marcan-geli ne semblait pas inquiet, dans les autres villes corses c'était le temps de grandes interrogations. À Bastia, la partie s'annonçait ainsi serrée pour le maire sortant, Pierre Savelli, tandis qu'à Porto-Vecchio Jean Christophe Angelini se mettait à rêver d'enfin accéder à ce fauteuil de maire tant espéré et qu'à l'Île-Rousse on voyait monter en puissance une certaine Angèle Bastiani. En somme, en janvier 2020, la Covid-19 était bien le cadet de nos soucis. Un temps que l'on aimerait tellement retrouver aujourd'hui. ■ M

UN AN PLUS TARD

Le «*mystérieux virus chinois*» est désormais devenu une pandémie d'une gravité inégalée depuis la grippe espagnole de 1918. Au fil de l'année 2020, la Covid-19 s'est disséminée sur l'ensemble des continents et touche désormais la quasi totalité des pays, tout en ayant tué plus de 2 millions de personnes dans le monde et près de 150 rien qu'en Corse. Et même si on aurait rêvé laisser ce maudit virus en 2020, aujourd'hui la Covid-19 est plus que jamais au cœur de l'actualité et des conversations du quotidien.

Les premières semaines de cette nouvelle année et le retour de l'hiver nous montrent de plus qu'il sera encore long et difficile de s'en débarrasser. Petite note d'espoir, de premiers vaccins ont été lancés et des campagnes de vaccination sont en cours dans de nombreux pays. Reste à savoir s'ils pourront enfin freiner la contagion, et s'ils seront efficaces sur les variants mutants du virus qui ont fait leur apparition il y a peu. ■

CARNETS DE BORD

LES VACCINS,

L'ÉTABLE ET

LES PROCUREURS

par Béatrice HOUCHARD



C'est une petite histoire qui se raconte beaucoup ces jours-ci : il est question de vacciner un Anglais, un Allemand, un Américain et un Français. Au début, les quatre hésitent avant de se décider. L'Anglais parce qu'il veut apparaître comme un gentleman ; l'Allemand parce qu'il est par nature obéissant ; l'Américain parce que son voisin l'a fait. Et le Français ? Le Français accepte finalement le vaccin parce qu'on lui a dit qu'il n'y en aurait pas pour tout le monde et qu'il pourrait ne pas y avoir droit...

La peur de la pénurie ou de l'inégalité de traitement a-t-elle subitement dopé l'envie des Français de se faire vacciner contre le Covid-19 ? On se bouscule, chez les plus de 75 ans, auprès des centres téléphoniques ou plateformes numériques qui organisent [ou tentent d'organiser] au mieux la vaccination, ainsi que celle des personnels soignants. Déjà, dans la foulée, on sent piaffer d'impatience les plus de 65 ans. Ce devrait être fait avant l'été, enfin peut-être, pour peu que les « variants » britannique, brésilien, californien ou d'Afrique du sud soient eux aussi terrassés par les vaccins et que la campagne de vaccination se poursuive mieux qu'elle n'avait commencé.

À la question « Avez-vous l'intention de vous faire vacciner lorsque cela deviendra possible ? », le niveau de réponse a beaucoup évolué. Fin novembre 2020, 41% des personnes interrogées répondaient « oui », selon l'étude de l'Ifop. Puis elles furent 51% le 5 janvier 2021, 54% le 12 janvier et 58% le 20 janvier. Le « oui, probablement » est resté stable à 28% mais le « oui, certainement » a bondi de 13% à 30%. Parallèlement, le « non » a chuté de 59% à 42%, de 31% à 24% pour le « probablement pas » et de 28% à 18% pour le « certainement pas ».

La peur de manquer n'est peut-être pas la raison principale de l'évolution de l'opinion publique. Il s'agit plus probablement d'une progression de la réflexion de chacun. Le vaccin à peine annoncé, beaucoup de Français déclaraient « attendre de voir ». Puis ils sont passés de la circonspection à la confiance. Des discussions avec leur médecin généraliste, leur famille, l'observation de la vaccination dans les pays voisins (pour résumer un peu brutalement : les premiers vaccinés étaient toujours vivants au

lendemain de la pique) et l'écoute des paroles médicales, voire politiques, ont pu les influencer. Tant mieux.

Il n'est pas inintéressant de constater que ceux qui ont le plus changé d'avis sont les électeurs proches des extrêmes, la France insoumise (LFI) de Jean-Luc Mélenchon et Rassemblement national (RN) de Marine Le Pen. En novembre 2020, 74% des proches de LFI et 73% des proches du RN répondaient que « non », ils ne se feraient pas vacciner, avec respectivement 48% et 47% pour les « certainement pas » quand seulement 9% des proches de la République en marche et 23% des proches des Républicains (LR) apportaient à la question une réponse aussi cinglante. Fin janvier, le pourcentage des proches de LFI répondant « non » est tombé à 49% [dont 25% de « certainement pas »] soit 25 points de moins ; chez les proches du RN, on est passé à 54% de « non » [soit 19 points de moins], dont 31% de « certainement pas ». Les prises de parole sur le sujet de Jean-Luc Mélenchon, ambigu mais modéré, et de Marine Le Pen, finalement favorable à la vaccination, n'y sont sans doute pas pour rien.

LA RECHUTE

Les Français sont-ils devenus ces « soixante-six millions de procureurs » dont a parlé le président de la République ? Emmanuel Macron a déploré la « défiance française » et ce qu'il appelle une « espèce de traque incessante de l'erreur » de la part de ses chers compatriotes. « Nous sommes devenus une nation de soixante-six millions de procureurs. Ce n'est pas comme cela qu'on fait face aux crises et que l'on avance », a-t-il déclaré le 22 janvier à Saclay, à l'issue d'une rencontre avec des étudiants.

Il ne l'a certes pas dit avec le petit ton arrogant qu'il avait utilisé pour évoquer « ceux qui ne sont rien » ou les « Gaulois réfractaires ». Ni pour dire que lui-même réussit tout, puisqu'il a ajouté : « Chacun fait des erreurs chaque jour. Celui ou celle qui ne fait pas d'erreur, c'est celui qui ne cherche pas ou qui ne fait rien, ou qui mécaniquement fait la même chose que la veille. Nous avons besoin d'avoir des femmes et des hommes qui cherchent, qui ont la capacité à inventer ce qui n'est pas encore perceptible, et à se tromper, pour pouvoir corriger le plus vite possible et s'améliorer. C'est

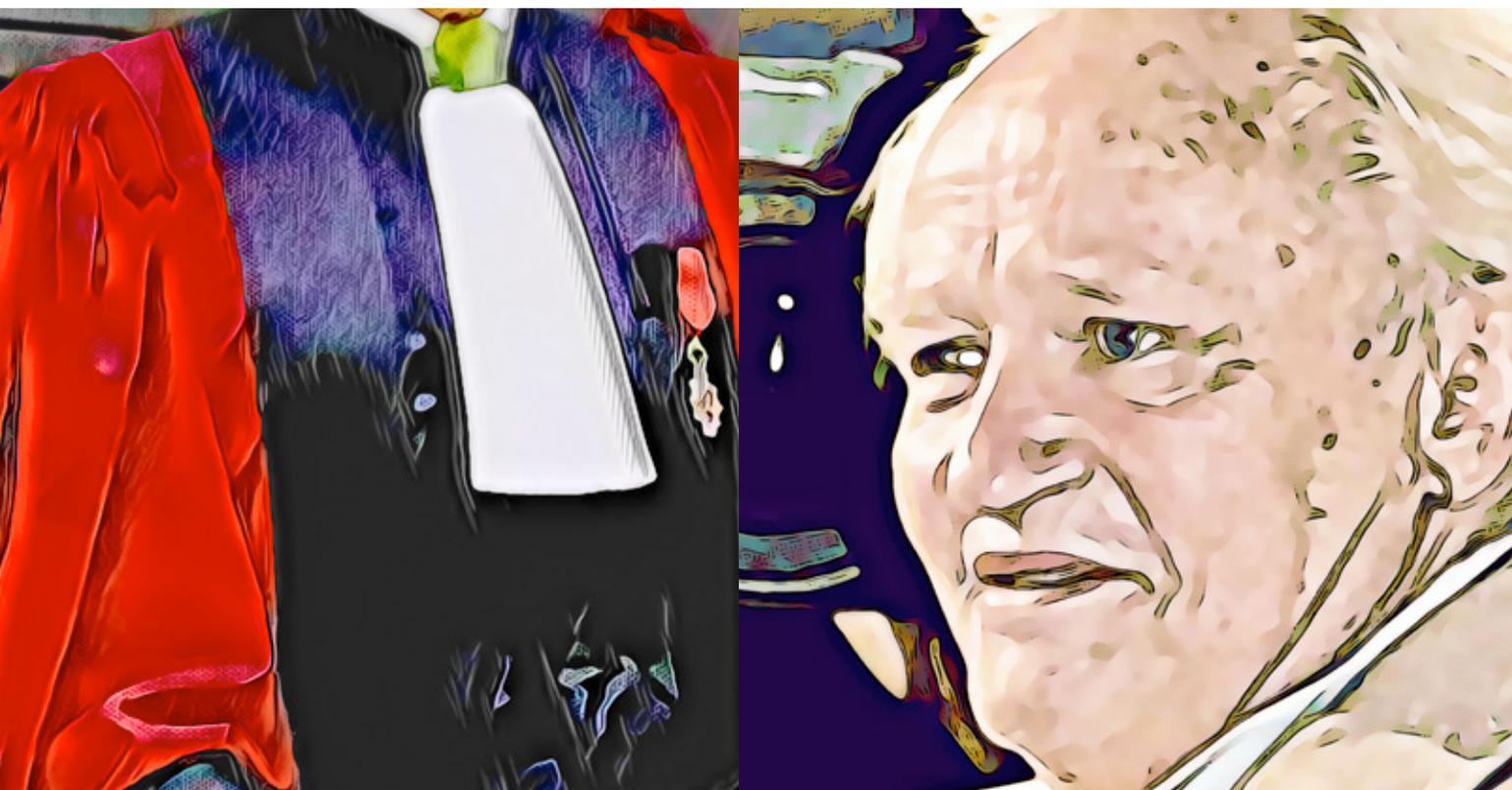


Photo vaccin Hakan Nural • unsplash / Illustration d'après photos DR

cela qui fait une grande nation.»

Mais il a en effet prononcé cette expression maladroite: «soixante-six millions de procureurs», particulièrement injuste quand elle s'adresse à une population qui traverse depuis près d'un an une épreuve inédite, respecte massivement les consignes de sécurité sanitaire et va payer (quand elle ne paie pas déjà) les dégâts économiques et psychologiques de la pandémie.

Emmanuel Macron est comme ça. Il est ce «*multirécidiviste*» décrit par le journaliste Alain Duhamel [qui publie ces jours-ci *Emmanuel le Hardi* aux éditions de l'Observatoire]. C'est un président dénué de la plus élémentaire des psychologies. Les Français ont bien le droit de se poser des questions, de s'inquiéter, de douter, d'approuver ou de critiquer. Ça s'appelle l'exercice démocratique. Emmanuel Macron ne devrait d'ailleurs pas s'en plaindre: dans le sondage mensuel de l'Ifop pour le JDD, publié le 24 janvier, il recueille un taux de satisfaction de 40 % [6% de «très satisfaits» et 34% de «satisfaits»] soit deux points de plus qu'en décembre. Il n'est pas très populaire mais il n'est pas non plus terrassé par l'impopularité.

LES MOTS DE NIELS ARESTRUP

Alain Souchon l'avait susurré jadis dans une très belle chanson, *Foule sentimentale*: «Il faut voir comme on nous parle.» La phrase résume assez bien ce qui conduit les Français, parfois, à se comporter en procureurs. Bien sûr, il y a ceux qui savent tout, qui auraient tout fait mieux que les gouvernants alors qu'ils ne connaissent rien ni à la science, ni à la médecine, ni à l'art de diriger un pays. Il y a les grandes gueules des bistrots, recyclées sur les réseaux sociaux, souvent anonymes, parfois virulents, voire violents.

Mais il y a surtout, dans l'opinion lasse de cette presque année entière de confinement-déconfinement-reconfinement-couvre feu, une blessure qui ne s'exprime pas forcément avec force. Celle d'être maltraitée, non par la politique elle-même (qui peut prétendre avoir la bonne solution face à la perversité du Covid ?) mais par l'infantilisation qui prévaut. L'allusion à «*Papy et Mamie*» qui ne devaient pas aller chercher leurs petits-enfants

à l'école, l'obligation de s'auto-signer une autorisation de sortie pendant les confinements, l'impression d'être souvent pris pour des débiles mentaux laissera des traces durables, dont on ne peut prévoir les effets électoraux. «*Qu'on nous explique comment fêter Noël est sidérant!*» déplore l'essayiste libéral Mathieu Laine, qui dénonce «*l'Etat nounou*» et n'est pourtant pas très éloigné du Président de la République. Pour expliquer le couvre-feu à 18h, le patron de la République en marche, Stanislas Guérini, a dit vouloir contrer «*l'effet apéro*», ce qui en dit long sur sa connaissance de la vie quotidienne des Français qui travaillent. Et que dire de cet «expert» anonyme qui, cité dans le JDD, craint un «*effet galette des rois*» sur la courbe de l'épidémie, alors même que la même courbe prouve la sagesse des Français à Noël et au Nouvel an.

Une voix très belle et très douce a percé le tumulte dimanche soir sur France 2. Celle du comédien Niels Arestrup, qui s'est déclaré lui-même «*en dépression*» depuis qu'il ne peut plus faire son métier. Citons-le: «*Je suis déçu et choqué par la façon dont on nous parle. Je parle à la fois des politiques et des scientifiques. Je crois que les Français sont drôlement gentils depuis un bon moment. Depuis pratiquement une année, ils font tout ce qu'on leur demande, ils font tous les efforts qu'ils peuvent.*»

Et de poursuivre: «*Quand j'entends une information [...] proposant aux gens qui sont dans le métro, à 7h du matin, de ne pas parler parce que ça risque de faire des postillons [...] Quand on dit cela aux gens, il faudrait quand même aussi leur parler avec respect, leur expliquer pourquoi on fait ça, et ne pas leur donner des ordres aussi brutaux [...] On se demande si on va être reconfinés. On va retourner à l'étable, on va manger du foin et on va dormir, et puis, peut-être, dans quinze jours, ou trois semaines, on sortira dans le pré pour manger un peu d'herbe. C'est pas une vie. Il faut être gentil avec les gens qui vivent ça et qui acceptent ça. Ce ne sont pas des procureurs, ce sont surtout des victimes.*» Ces mots étaient dits sans agressivité ni haine, mais avec une violente douceur, si l'on peut oser cet oxymore. Devant leur écran de télévision, beaucoup de Français ont dû entendre ce qu'eux-mêmes aimeraient dire sans trouver les mots de Niels Arestrup, et entendre dans la bouche de leurs gouvernants. ■

Avec la Collectivité de Corse, soutenons le commerce de proximité



Pè a salvezza di i nostri cummerci.

**Campu è
compru in
CORSICA**

